

## «Parler de catastrophe est un moyen commode de dissimuler sa responsabilité»

PAR JOSEPH CONFAVREUX  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 4 AVRIL 2020

Quel sens donner au mot catastrophe ? La mortalité des attentats ou du tabagisme est-elle plus catastrophique que celle du Covid-19 ? Quelle réponse peut apporter notre monde laïcisé ou sécularisé ? Le philosophe Pierre Zaoui livre quelques réflexions pour aider à penser et vivre le moment présent.

Pierre Zaoui est philosophe et enseigne à l'université Paris-Diderot. Il a notamment publié *La Traversée des catastrophes* (Le Seuil) et *La Discretion, ou l'art de disparaître* (Autrement). Pour Mediapart, il revient sur les limites d'une analyse de l'épidémie en termes de « biopolitique », sur l'invocation insatisfaisante des sagesse anciennes, et sur la responsabilité dont voudraient s'exonérer, en parlant de catastrophe, celles et ceux qui ont voté depuis quinze ans pour des gouvernements ayant sabordé les instruments de la santé publique.

### Quels sont les philosophes et les philosophies les plus à même de nous aider à penser un moment aussi inédit que celui-ci ?

**Pierre Zaoui** : Au premier abord, on serait tenté de se dire que ça y est, on est entré de plain-pied dans les formes de biopolitique, de prise de pouvoir et de contrôle sur les vies individuelles et non plus simplement sur les sujets et sur les territoires, et donc que pour comprendre cette épidémie inédite et les modes de gestion inédits qu'elle mobilise, on a tout intérêt à se tourner vers les philosophes modernes : Foucault qui a inventé ce concept de biopolitique à partir justement de son analyse des différences de

traitement entre les grandes épidémies (lèpre, peste, choléra), ou Deleuze (sur les sociétés de contrôle), puis Agamben, Negri, Nancy, Emmanuel Renault, etc.



De telles lectures risquent toutefois de ne pas pouvoir nous éclairer très longtemps, car elles s'avèrent vite ambiguës et contradictoires. Comme l'était, je pense, Foucault lui-même qui était avant tout un sceptique, surtout sur cette question où il a défendu des positions à la fois pro et anti-hygiénistes, à la fois critiques des nouvelles formes de discipline et de gouvernementalité et favorables à une prise en considération positive du pouvoir, ou du moins inventive en termes de savoir, de dispositifs, de nouvelles techniques de gouvernement mais aussi de nouvelles formes de subjectivation.

D'un côté, en effet, de telles philosophies peuvent nous pousser à chevaucher d'emblée la critique et à attaquer la manière dont cette crise est aujourd'hui gérée par nos gouvernants pour asseoir une nouvelle prise de pouvoir sur les populations, suivant les mots même de Foucault dès *Naissance de la clinique* quand il commentait la pensée des premiers hygiénistes de la Révolution : « *La première tâche du médecin est politique : la lutte contre la maladie doit commencer par une guerre contre les mauvais gouvernements.* »

Mais d'un autre côté, elle doit au contraire nous pousser à un peu plus de prudence, car, après tout, la biopolitique consiste aussi à maximiser et préserver

la vie des populations au nom de l'économie contre le droit de vie et de mort qui caractérisait les formes plus anciennes de souveraineté – ce qui n'est peut-être pas si mal en ces jours où l'annonce des nouveaux morts de la veille nous donne la nausée chaque matin. En tout cas, au début du Sida, on aurait aimé que nos gouvernements soient davantage biopolitiques.

Symptomatique est à cet égard la prise de bec récente dans la presse italienne entre Giorgio Agamben et Jean-Luc Nancy : le premier **a attaqué bille en tête les nouvelles formes de confinement** en tant que nouvelle politique de terreur et de contrôle, le second **s'est voulu plus prudent** en rappelant que le même Agamben lui conseillait il y a trente ans de ne pas se faire opérer du cœur et que s'il l'avait écouté, il serait sans doute mort aujourd'hui. La position d'Agamben est évidemment inconsidérée et stupidement technophobe, il y a trente ans comme aujourd'hui, mais celle de Nancy, en poussant à ne pas trop s'en prendre à nos gouvernements et à essayer de penser une responsabilité plus vaste, me semble politiquement un peu molle.

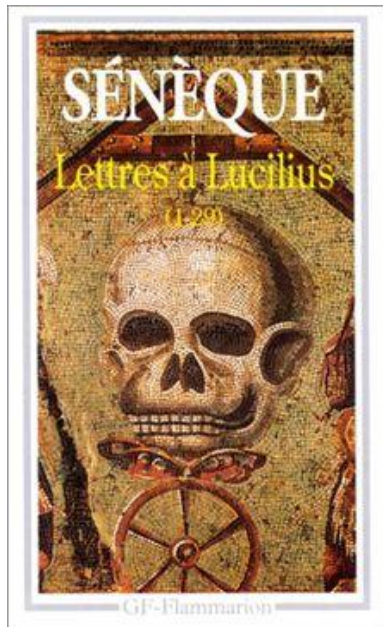
De la même manière, on pourrait retrouver cette ambiguïté avec le concept jumeau de celui de biopolitique, à savoir le néolibéralisme qui est indissociable chez Foucault, génétiquement et conceptuellement, de celui de biopolitique. Car d'un côté, on peut bien dire que la crise sanitaire d'aujourd'hui n'est que l'effet des politiques néolibérales récentes qui ont cassé l'hôpital public au profit du privé, désindustrialisé la France et l'empêchant donc de produire rapidement masques et respirateurs, abîmé très sérieusement la recherche et ainsi les possibilités de trouver un vaccin, mondialisé la production dans le mépris le plus total des paramètres écologiques.

Mais d'un autre côté, on peut aussi bien dire que dans les vrais pays néolibéraux qui ont pris la mesure des enjeux biopolitiques d'aujourd'hui, comme Taïwan, la Corée du Sud, l'Allemagne ou les pays d'Europe du Nord, il y a encore un hôpital qui fonctionne, un tissu industriel, une recherche efficace, et donc une gestion de la crise qui n'oblige pas à un confinement

médiéval, mais à une prise en charge beaucoup plus fine et individualisée des populations : une prise en charge sanitaire *et* économique beaucoup plus efficace. Ce sera peut-être cela aussi l'une des leçons de cette crise : comprendre qu'en France, tout comme en Angleterre, en Italie, en Espagne ou aux États-Unis, la vérité de nos gouvernements, c'est qu'ils ne sont pas du tout néolibéraux et biopolitiques, mais de simples nullités médiévales et prédatrices, au sens de Foucault, c'est-à-dire beaucoup trop coûteuses et inefficaces, contribuant à détruire *et* leur population *et* leur économie.

Mais peu importe, l'essentiel à retenir est qu'il n'est pas sûr que les philosophies modernes soient immédiatement d'une grande aide pour comprendre ce qui se passe et savoir quelle bonne position prendre. Car on pourrait en dire autant des philosophies du *care* qui, depuis trente ans, se sont développées si parallèlement à la destruction systématique de nos systèmes de santé sans trouver beaucoup d'arguments pour s'en alarmer, embarquées qu'elles étaient dans des préoccupations plus sociétales (en termes de genre, d'interaction individuelle, de souci de soi) que sociales et politiques, qu'elles se sont peut-être tout autant discréditées.

## Si la philosophie moderne n'est que peu de secours, peut-on aller puiser dans les philosophies plus anciennes ?



La tentation est en effet forte, pour notre immédiat aujourd'hui, à savoir celui des semaines qui viennent, de revenir plutôt aux philosophies anciennes et classiques. Relire Hérodote et sa sagesse immémoriale qui nous rappelle que « *la guerre c'est quand le père enterre le fils tandis que la paix c'est quand le fils enterre le père* », et donc que face à une épidémie qui touche si peu les jeunes, même s'il y en a, non, nous ne sommes pas en guerre ; relire Sénèque et les *Lettres à Lucilius* qui parlent d'épidémie et de maladie et qui exigent de nous détacher quand même autant que faire se peut de notre peur de la mort ; relire Diogène et les cyniques qui nous rappellent qu'avant de s'alarmer de la mort de tant d'hommes, il faudrait se demander si seulement il en existe encore ; relire *De la nature des choses* de Lucrèce qui décrit la peste d'Athènes en termes matérialistes et froids comme il se doit quand on est matérialiste – on ne dénonce pas, on n'invective pas, on décrit ; relire Pascal si l'on est chrétien pour se rappeler qu'il n'y a quand même pas trop de raisons de s'alarmer tant « *quelle que soit la comédie, le dernier acte est toujours sanglant* » et qu'il serait donc plus sage de laisser les morts enterrer les morts ; relire Spinoza qui nous enseigne que « *l'indignation est*

*toujours mauvaise* » et donc que l'on ne peut que mal penser en temps de désastre mondial et de panique collective ; ou relire Kant qui adoube le proverbe *Fiat justitia, pereat mundus*, « *Que la justice soit, le monde dût-il en périr* », pour nous rappeler qu'il y a des valeurs plus hautes que la vie et la souffrance.

Revenir aux anciens et aux classiques, cela veut donc dire revenir au cœur de métier de la philosophie : apprendre que « *c'est peu de chose que la vie, mais une immense chose que le mépris de la vie* » comme dit Sénèque ; apprendre qu'il y a toujours une certaine indécence à avoir peur pour sa vie et même pour la vie de ses proches et une indécence encore plus grande quand on pense à la Syrie, au Yémen, à des situations infiniment plus atroces que la nôtre ; apprendre que ce n'est pas parce qu'il y a un malheur qu'il y a nécessairement un coupable et quelqu'un qu'il faut faire payer.

Sauf que, là aussi, un tel retour aux anciens est vite, moralement et politiquement, très hasardeux. D'un côté, les anciens peuvent nous offrir les armes suffisantes pour ne pas sombrer dans le survivalisme individualiste et nihiliste d'aujourd'hui, que goûtent tant l'extrême droite et une certaine écologie réactionnaire, en nous rappelant que l'enjeu du jour n'est pas de survivre, mais de continuer à vivre une vie pleinement humaine, c'est-à-dire de vivre une vie qui affirme des valeurs plus hautes que la seule survie biologique. D'un autre côté, à tenir un peu trop ce genre de position ancienne, on se retrouve à défendre des positions assez proches d'un Donald Trump ou d'un Boris Johnson, ce qui fait quand même peur. Une amie m'a envoyé récemment les positions d'un député républicain du Texas qui disait en substance : « *Laissez mourir les vieux, laissez-moi mourir, on a bien vécu, ne confinez personne, sauvez l'Amérique et ses emplois pour notre jeunesse.* » Ça m'a foutu un peu les jetons, parce que ce n'était pas

très loin de ce que je pensais : le plus important, ce sont les jeunes qui ne savent pas comment ils vont vivre après ce choc, pas les vieux qui vont peut-être y passer.

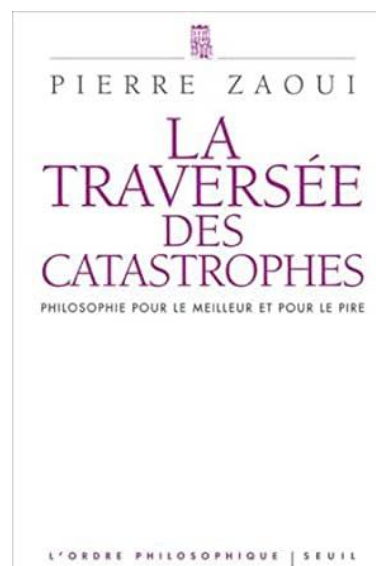


Bref, d'où qu'on se tourne, il n'est pas sûr qu'il y ait une philosophie ou un philosophe adéquat à ce qu'on est en train de vivre. Permettez-moi donc de m'en sortir par une anecdote qui n'est en réalité qu'une pirouette : Foucault, le grand penseur, dès *Histoire de la folie à l'âge classique*, des épidémies, de la biopolitique et du néolibéralisme, semble s'être désintéressé de tout ce qu'il avait raconté auparavant dès le début de l'épidémie du Sida, il s'est mis à réfléchir sur Sénèque, sur Diogène, sur le stoïcisme chrétien, et il en est pourtant mort. Comme quoi la philosophie, moderne ou ancienne, ne sauve pas toujours des épidémies.

### Sommes-nous face à une catastrophe ?

Il y a au moins quatre sens à catastrophe. Il y a d'abord le sens ancien, *catastrophè* en grec, qui signifie dénouement dans le vocabulaire de la tragédie grecque, dénouement qui n'est pas nécessairement « tragique », qui parfois même se finit bien et qui généralement conduit seulement à une reconduction à l'équilibre et à la restauration de l'ordre ancien. En ce premier sens, il est déjà très difficile de trancher : a-t-on affaire au dénouement lent et pénible d'une crise qui va nous permettre de retourner à l'ordre ancien, au *business as usual*, ou au contraire à une

transformation radicale, à l'avènement d'une prise de conscience nouvelle ? Je ne sais pas du tout et je crois que personne ne sait.



En un deuxième et un troisième sens, catastrophe signifie soit catastrophe naturelle, désastre face auquel nous sommes impuissants, soit catastrophe humaine, désastre dont nous serions pleinement responsables. Le deuxième sens est celui qui émerge au XVIII<sup>e</sup> siècle, Voltaire en tête, notamment après le tremblement de terre de Lisbonne. Le troisième sens est celui qui émerge au XX<sup>e</sup> siècle, avec des philosophes comme Günther Anders ou Hans Jonas, qui imputent l'essentiel des catastrophes modernes à l'activité de l'homme.

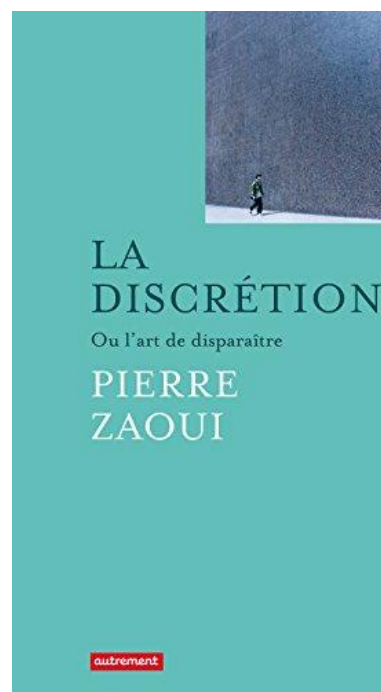
Mais dans cette épidémie de Covid-19, s'agit-il d'une véritable catastrophe naturelle ou d'une véritable catastrophe humaine ? Oublions toutes les théories du complot qui y voient la main des Chinois, de la CIA, du Mossad, comme les théories illuminées qui y voient la main de Dieu, de la revanche de la nature, de Gaïa pas contente, etc. Il n'en reste pas moins qu'il est très difficile de départager aujourd'hui entre ce qui relève de la nature, comme l'existence de ce virus, et ce qui relève de l'action humaine, comme la mondialisation, le réchauffement climatique, l'urbanisation violente... Dans ces deux sens de catastrophe, il semblerait donc qu'on ait plutôt affaire à une catastrophe hybride, à

cheval entre la catastrophe humaine et la catastrophe naturelle : moitié causée par l'homme, moitié par la nature.

Enfin, il y a le quatrième sens de catastrophe, celui commun aujourd'hui de malheur absolu, celui qui nous vient de l'usage du terme de Shoah pour décrire le génocide des juifs d'Europe, de Porajmos pour décrire le génocide tzigane, ou de Nakba pour décrire l'exode des Palestiniens en 1948. Or, en ce quatrième sens, qui est à maints égards le plus important, c'est indécidable, en tout cas collectivement. Individuellement, oui, certains connaissent aujourd'hui une telle catastrophe : pour la famille et les proches qui ont perdu récemment cette jeune adolescente de 16 ans en Île-de-France, pour la famille et les proches qui ont perdu cette caissière oui c'est une catastrophe absolue. Mais collectivement ?

Il y a d'abord le vertige des chiffres : à partir de combien de morts y a-t-il catastrophe, donc malheur absolu ? Les attentats de 2015 ont fait un peu plus de 130 morts : c'était un sentiment de catastrophe pourtant plus grand que celui qu'on est en train de vivre, au moins jusqu'à présent, alors qu'on en est déjà à dix fois plus de morts. Parce qu'intervenait alors une volonté de nuire qui était repérable et monstrueuse et qui imposait d'elle-même le sens de catastrophe : c'est banal de mourir, mais c'est atroce d'être tué. L'intention du mal est indissociable du sens du mal et du sens du malheur absolu. C'est pourquoi la catastrophe ne se chiffre pas, elle est trop subjective et

c'est là que c'est un concept faible qui permet toutes les variations du sentiment autour parfois d'un simple « c'est la vie ».



Si vous me permettez, j'aimerais même, un peu cyniquement, pousser le raisonnement à sa limite. Il y a aujourd'hui en France plus de 70 000 morts par an dus au tabac ; je suis fumeur, et je considérerais comme un peu scandaleux de parler à propos de ce chiffre de catastrophe – les fumeurs savent ce qu'ils risquent, ils n'ont donc rien à dire si ça leur tombe dessus, sinon à refuser poliment et la culpabilisation et la compassion qui voudraient les accompagner dans cette épreuve.

De la même manière, je trouve un peu scandaleux que les personnes qui ont voté, ou n'ont pas voté du tout, pour tous les gouvernements successifs jusqu'à celui d'aujourd'hui qui ont détruit l'hôpital public ces quinze dernières années, qui n'ont jamais lutté pour le défendre alors qu'il s'effondrait, qui n'hésitaient pas à souligner les coûts trop élevés de notre État-providence et vantaient une privatisation de la santé, se permettent de parler de catastrophe – moyen trop commode de se dissimuler à eux-mêmes leur propre responsabilité... Ils ne l'ont pas davantage volé que les fumeurs.



### **Compte tenu de ces différents sens du mot catastrophe, quels types d'embarcations avons-nous à notre disposition pour la traverser ?**

Il est évident qu'on n'en a aucune de valable. Regardez toutes celles et ceux qui sont directement touchés aujourd'hui, ils ne traversent rien du tout, ils coulent, c'est le jeu de la bataille navale. Ou au mieux, ils flottent comme des bouchons, sans barque et sans repères. C'est cela le sens vrai de la traversée des catastrophes : on ne peut que flotter comme on peut, aussi longtemps qu'on peut, avant de couler à son tour. Sinon, on n'est pas dans la catastrophe, on est dans la métaphore, et ça n'a aucun intérêt.

### **Les catastrophes transforment-elles les individus et les sociétés qui les vivent ?**

Comment peut-on le savoir et qui peut le savoir d'avance ? On ne le sait jamais pour une catastrophe en général. C'est même l'une de ses meilleures définitions : est catastrophique ce qui rend l'avenir absolument « inscrutable », ce dont on ne connaît absolument pas d'avance les forces de transformation, ou d'inertie, ou d'effondrement. Mais on le sait sans doute encore moins pour ce Covid-19 qui nous advient et dont on ne sait pas encore si c'est une catastrophe ou une pseudo-catastrophe. En revanche, la vraie question consiste peut-être à se demander qui, par rapport à sa situation *ex ante*, d'avant l'épidémie, va se trouver irrémédiablement transformé ? Et surtout comment ?

Les familles qui auront perdu des proches vont-elles se transformer en passionnaires révolutionnaires ou en pleureuses vieux style ? Les pauvres qui vont vivre une épreuve épouvantable, confinés à six dans 30 m<sup>2</sup> sans balcon, vont-ils s'effondrer un peu plus ou au contraire finir par exploser ? Les riches qui vont vivre finalement assez tranquillement ce confinement vont-ils prendre conscience de l'impossibilité de leur rêve de vivre loin de tous, protégés de tous, ou vont-ils au contraire le durcir ? Le gouvernement va-t-il être du côté de la stratégie du choc, au sens de Naomi Klein, c'est-à-dire profiter de cette crise pour détruire un peu plus les piliers de notre État-providence, ou bien va-t-il faire machine arrière ? On ne sait pas mais ce sont à chaque fois les questions qu'il faut

aujourd'hui se poser parce que cette crise, comme toute crise, ne transforme personne naturellement, elle aide seulement à mettre au jour et à souligner un peu le vrai enjeu du temps : voulons-nous vraiment nous transformer ? Et si oui en quoi ?

### **Les épidémies ont longtemps relevé de l'ordre divin. Un monde laïcisé est-il préparé à de grandes épidémies ?**

À mon sens, un monde laïcisé ou sécularisé, c'est-à-dire notre monde, n'est préparé à rien, parce que c'est un monde nul : c'est un monde qui laisse chacun à sa croyance, à sa liberté de culte, ce qui est assez comique pour cette épidémie de coronavirus qui s'est en grande partie répandue en France, jusqu'en Guyane, « grâce » à cette secte évangélique de Mulhouse. Regardez, ne serait-ce que pour la France, les derniers discours du président Macron : ce mélange de néo-pétainisme, contre la France jouisseuse, de néo-populisme de gauche sur le mode « *nous suspendons tout et allons sauver la solidarité nationale* » et de bellicisme creux, dit bien le vide de ce qu'est un monde laïc.

Un monde religieux, en revanche, y est parfaitement préparé, mais avec une cruauté sans pareille. Foucault a bien montré cela avec la lèpre : exclure et mettre à mort, au moins symboliquement et au nom de leur propre salut, tous les lépreux pour préserver la communauté – c'est cela la force des religions anciennes. Mais c'est pareil aujourd'hui. Regardez l'Iran ou la Chine, si l'on accepte la notion de religion séculaire, ils vont très bien s'en sortir, car ils n'auront aucun scrupule à sacrifier des pans entiers de leurs populations au nom de Dieu ou de l'État ou du Parti ou de la Nation unie.

Entre ces deux tristesses, ce qu'il nous faudrait aujourd'hui, c'est un monde authentiquement athée, démocratique et humaniste qui dirait : « *Nous sommes tous embarqués dans la même galère, il n'y aura pas de Dieu pour nous sauver, il y aura des morts et des souffrances face à cette épidémie, mais nous n'allons pas nous effondrer, nous allons continuer à vivre et nous allons continuer à défendre nos* »

valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité, même au cœur de cette crise, surtout au cœur de cette crise. » Malheureusement nous en sommes loin.

**Le virus est propice à toutes les métaphores des maux et impasses de notre temps. Comment saisir ce qu'une telle épidémie révèle sans en faire un symbole trop figé ?**

SUSAN  
SONTAG

LA MALADIE  
COMME MÉTAPHORE

LE SIDA  
ET SES MÉTAPHORES

CHRISTIAN BILMEREZ ÉDITEUR

Susan Sontag, dans *La Maladie comme métaphore*, texte qu'elle écrit à l'époque où elle a un cancer, a presque tout dit sur la question : il est immonde d'employer la maladie comme métaphore des maux de notre propre société. Non les juifs n'étaient pas le cancer de la société allemande, et non la tuberculose n'est pas le nom d'une société trop laxiste à l'égard des immigrants. La maladie, c'est seulement la maladie des malades et il faut la leur laisser. C'est là une leçon

pour toute la gauche critique qui semble aujourd'hui très prompte à voir dans cette pandémie le symbole de tout le macronisme, de tout le néolibéralisme, de tout le néo-capitalisme. C'est idiot, c'est abject pour celles et ceux qui en sont aujourd'hui les victimes singulières, et c'est sans effet pour l'avenir.

S'il y a une seule chose que cette épidémie révèle, c'est la nécessité absolue, pour les temps terribles qui s'annoncent en raison du réchauffement climatique et de toutes les autres catastrophes qu'il va engendrer, de restaurer un *Welfare State* et une solidarité européenne et internationale qui préservent à la fois les vies et l'économie.

Si la gauche française et européenne avait un sou de bon sens, elle prendrait uniquement acte de cela au lieu d'accuser le gouvernement : elle devrait s'unir et proposer un programme de restauration d'un *Welfare State* (santé, éducation, justice, transport, police à visage humain, système de retraite décent) digne de ce nom et donc apte à affronter les multiples catastrophes qui s'annoncent et qui seront, à coup sûr, bien pires.

Elle aurait même un boulevard tant le gouvernement vient de prouver combien son économisme ultra-droitier n'est même pas capable de préserver l'économie comme en Allemagne ou en Corée du Sud. Malheureusement, je ne crois pas qu'elle ait un sou de bon sens, et je ne suis même pas sûr qu'il existe encore une gauche, c'est-à-dire une pensée politique collective qui considère qu'on peut affronter assez sereinement n'importe quelle catastrophe présente ou à venir à condition d'avoir assez d'humanité et des institutions assez solides pour organiser la solidarité.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.